



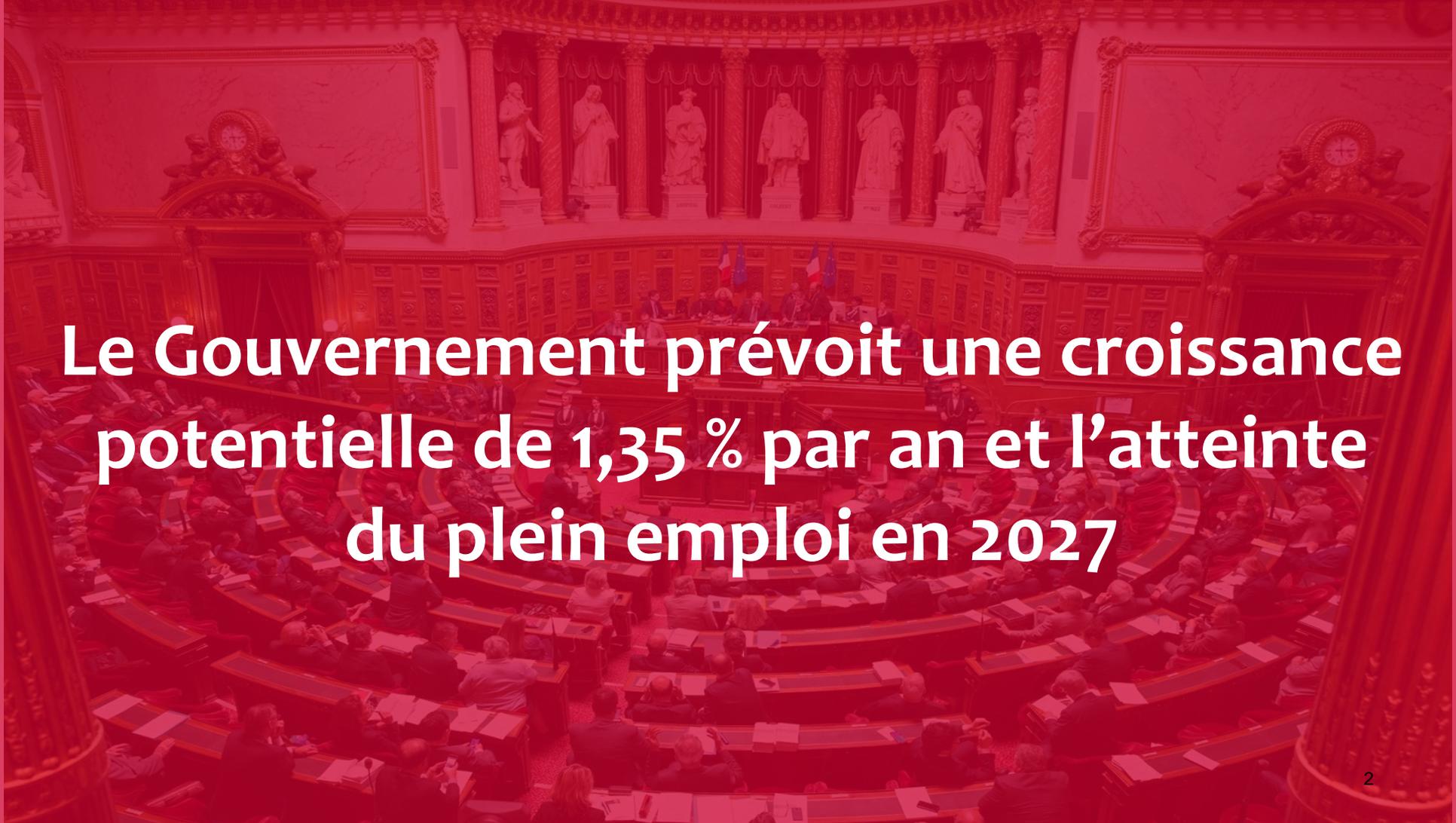
Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027

Jean-François Husson, rapporteur

Commission des finances

Jeudi 27 octobre 2022



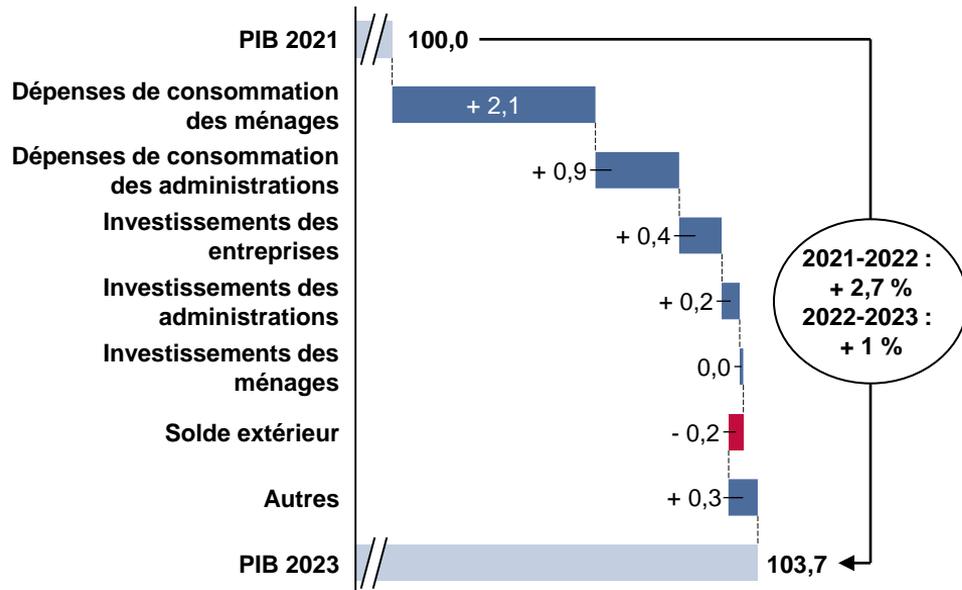
The image shows a grand, semi-circular assembly hall, likely the French National Assembly, with a red overlay. The hall features ornate architecture, including a central stage with a clock and a large mural. The text is centered over the image.

Le Gouvernement prévoit une croissance potentielle de 1,35 % par an et l'atteinte du plein emploi en 2027

Le Gouvernement considère que la croissance serait soutenue à court terme par la consommation des ménages et à moyen terme par les effets sur l'emploi et l'investissement de réformes structurelles

Déterminant de l'évolution du PIB entre 2021 et 2023

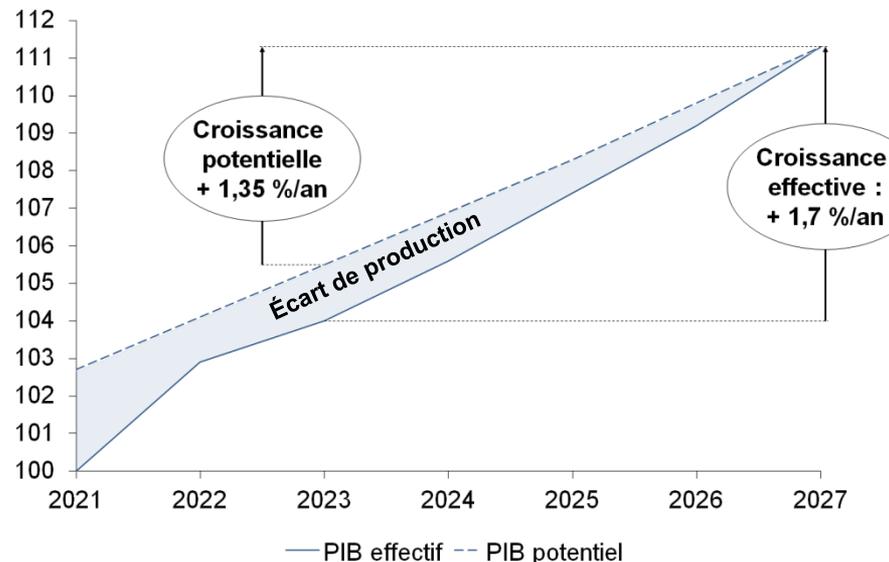
(en volume – base 100 en 2021)



Source : commission des finances du Sénat d'après les documents budgétaires

Évolution de la croissance effective et potentielle entre 2021 et 2027

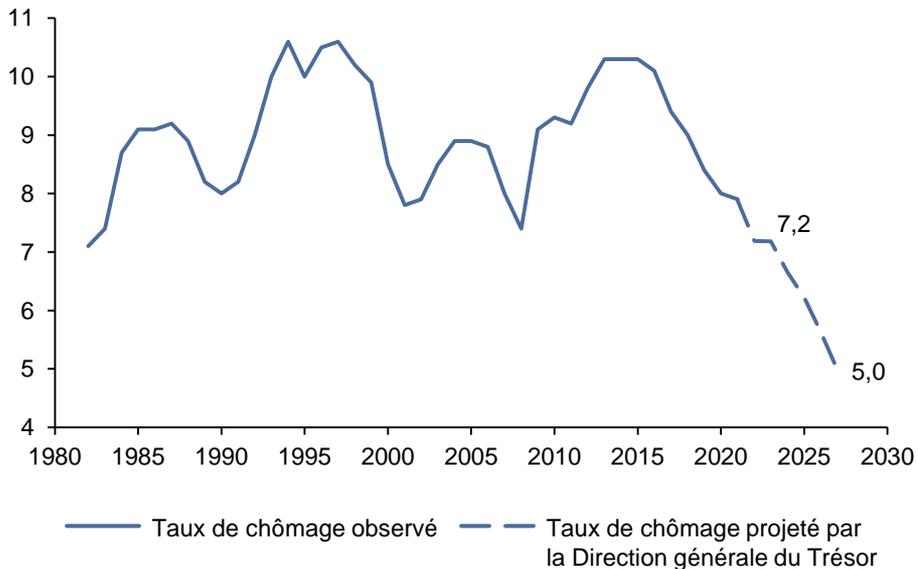
(base 100 en 2021)



Source : commission des finances du Sénat les documents budgétaires

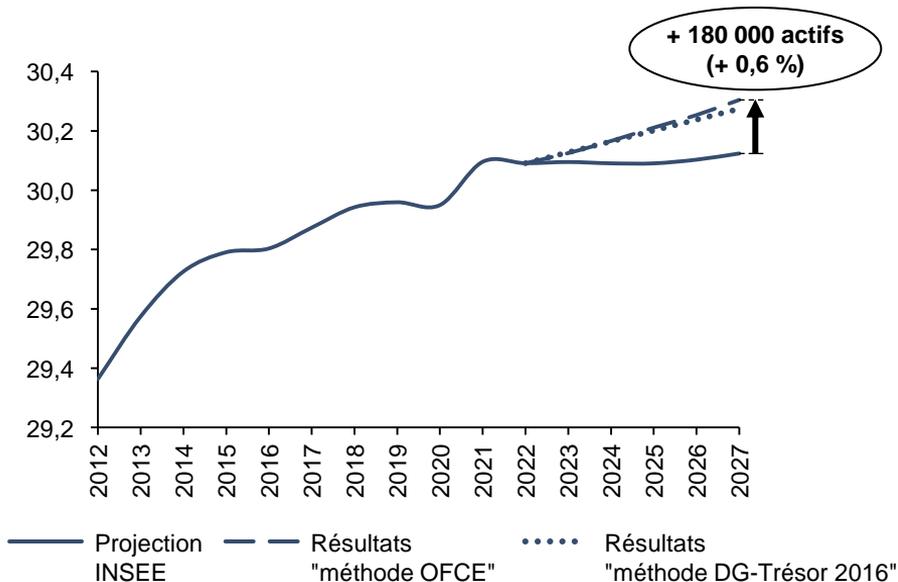
Le Gouvernement fait l'hypothèse d'une baisse historique du chômage et d'une hausse de la population active d'ici 2027

Prévision gouvernementale d'évolution du taux de chômage
(en pourcentage de la population active)



Source : commission des finances d'après le rapport annuel du COR de septembre 2022

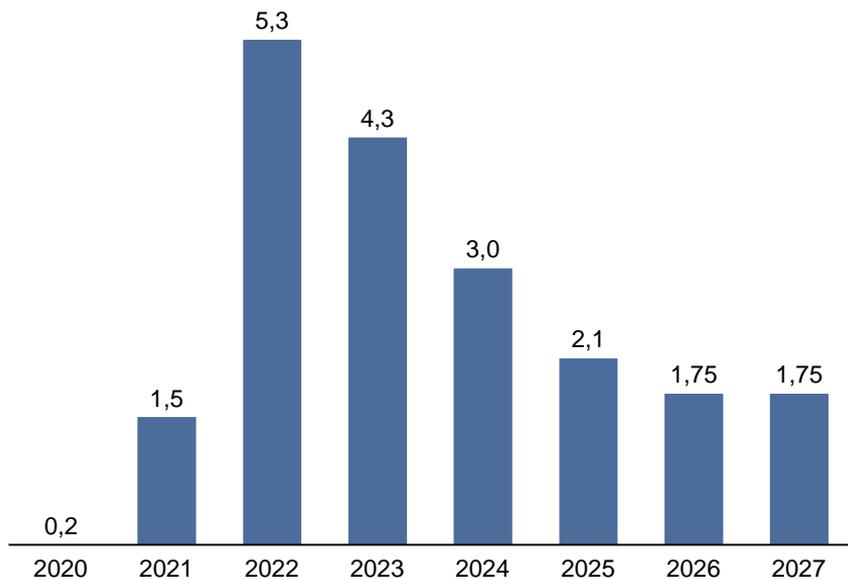
Effet simulée d'une réforme des retraites sur l'évolution de la population active
(en millions d'actifs – réforme : recul de 2 ans de l'âge de départ à raison d'un trimestre par génération)



Source : calculs de la commission des finances d'après les études de 2016 et 2022 réalisées par la DG Trésor et l'OFCE pour le COR

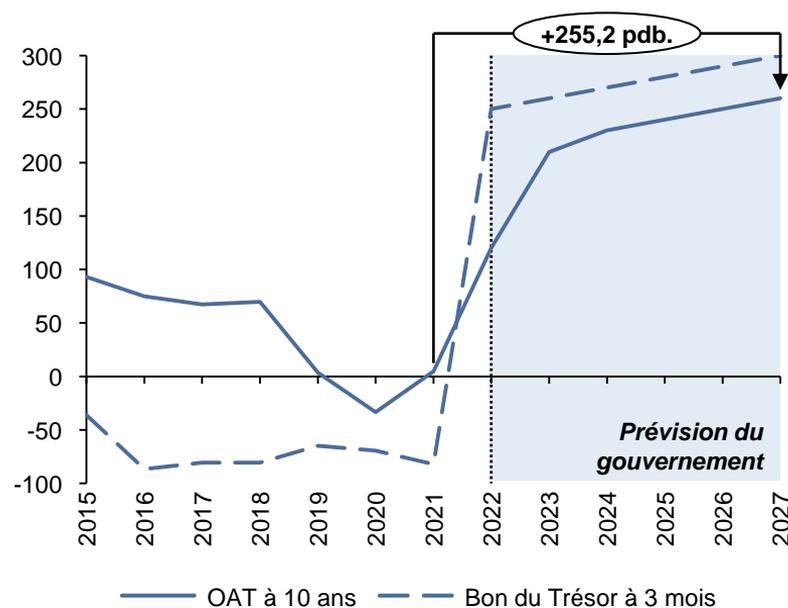
Le Gouvernement anticipe une normalisation de l'inflation dès 2025 mais le maintien des taux d'intérêts souverains à un niveau élevé

Prévision gouvernementale d'évolution de l'indice des prix à la consommation hors tabac
(en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat d'après les documents budgétaires

Prévision gouvernementale d'évolution des taux d'intérêts souverains
(en points de base)



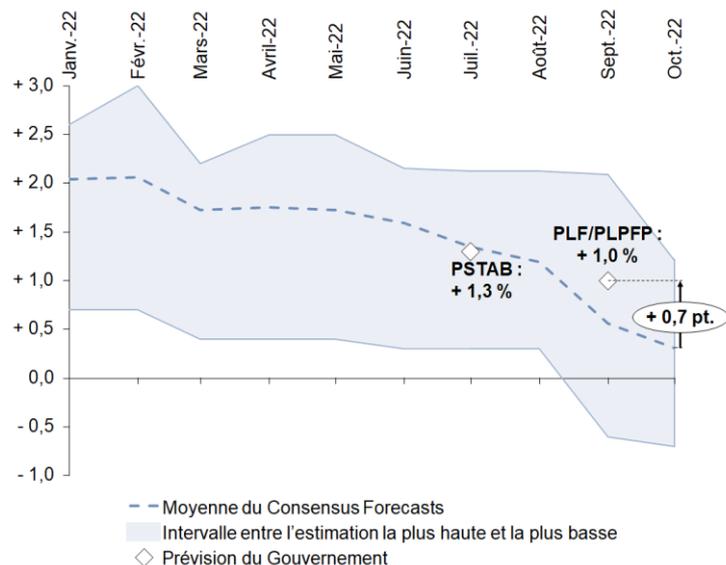
Source : commission des finances d'après les relevés de la Banque de France et les documents budgétaires



**Le scénario macroéconomique du
Gouvernement est trop optimiste et
s'éloigne notablement du consensus des
économistes**

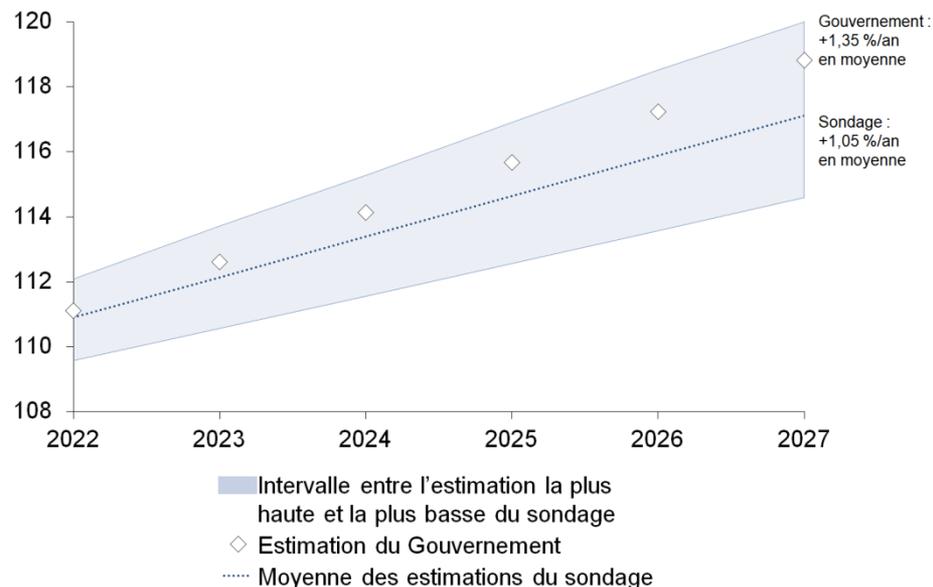
Une prévision de croissance effective et potentielle qui apparaît trop favorable tant elle est éloignée du consensus des économistes

Évolution de la prévision de croissance pour l'année 2023 (en pourcentage et en volume)



Source : commission des finances d'après les prévisions du Consensus Forecasts de janvier à octobre 2022

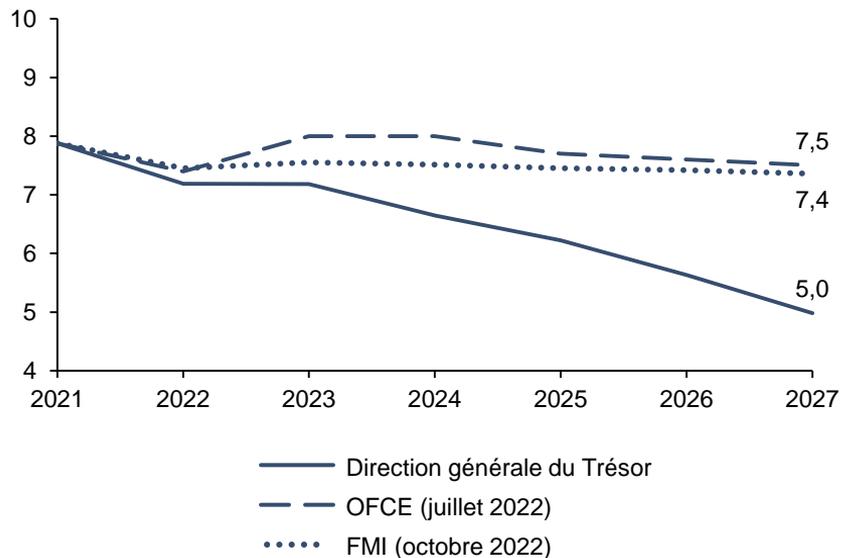
Prévision de croissance du PIB potentiel (en volume – base 100 au PIB effectif de l'année 2021)



Source : calculs de la commission des finances d'après le sondage réalisé auprès des instituts de conjoncture et des prévisions du FMI et de la Commission européenne

La prévision de baisse du chômage ne fait pas consensus et les effets à attendre des réformes structurelles sur le chômage et la croissance potentielle sont surestimés à court terme

Prévision de l'évolution du chômage
(en pourcentage de la population active)





Une trajectoire des finances publique en trompe-l'œil et qui manque d'ambition

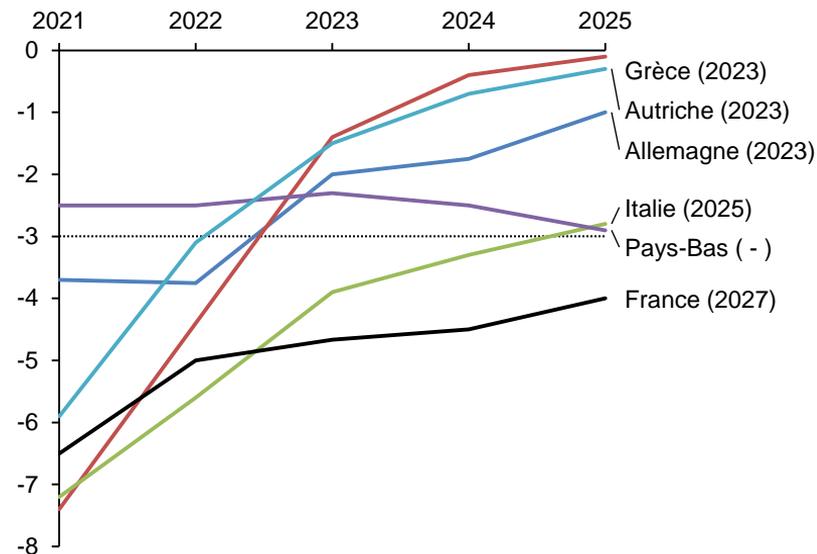
Une trajectoire des finances publiques qui ne ramènerait le déficit sous le niveau de 3 % du PIB qu'à partir de 2027

Trajectoire des finances publiques proposée par le Gouvernement (en pourcentage du PIB sauf mention contraire)

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Taux de prélèvements obligatoires	45,2	44,7	44,2	44,3	44,3	44,3
Dépense publique	57,6	56,6	55,6	55,0	54,3	53,8
Solde effectif	-5,0	-5,0	-4,5	-4,0	-3,4	-2,9
Solde structurel (en points de PIB potentiel)	-4,2	-4,0	-3,7	-3,4	-3,1	-2,8
Dette au sens de Maastricht	111,5	111,2	111,3	111,7	111,6	110,9

Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

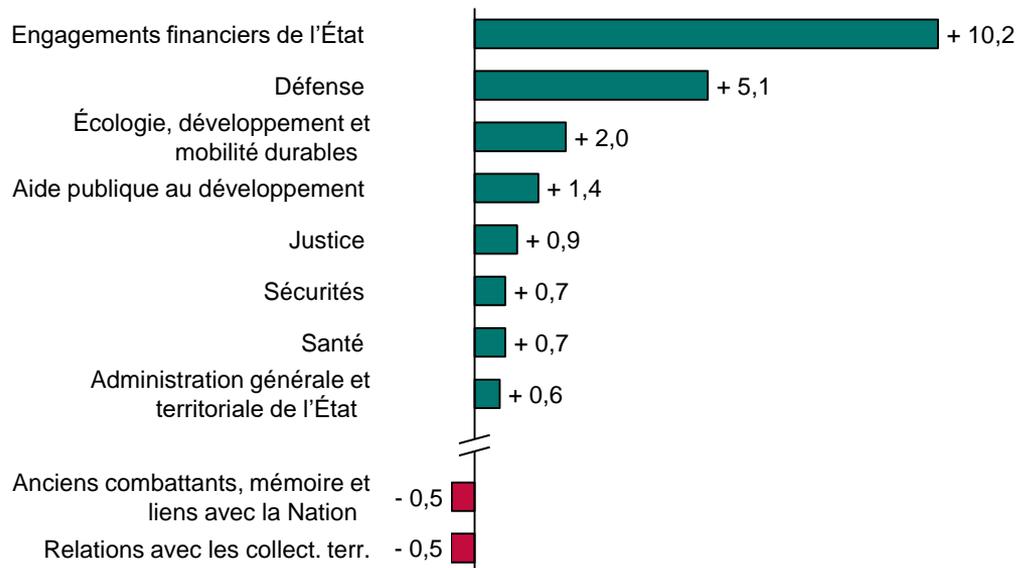
Prévision d'évolution du solde public en Europe (en pourcentage du PIB)



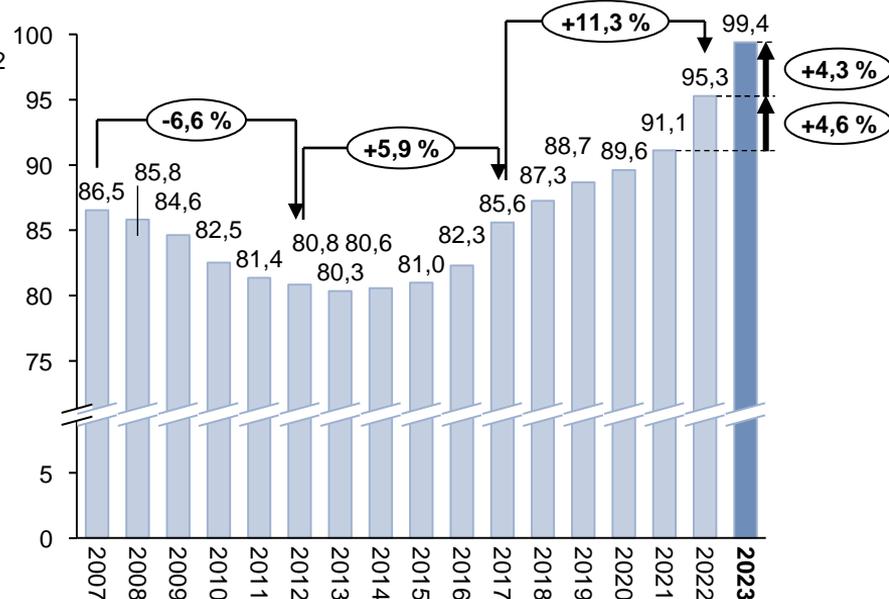
Source : commission des finances d'après les projets de budgets pour l'année 2023 des pays cités et leurs programmes de stabilité pour les années 2022-2027

La trajectoire de l'État : une évolution des dépenses des missions sans ambition sur les dépenses de personnel

Principales variations de dépenses en volume des missions du budget général entre 2022 et 2025 (en milliards d'euros)



Évolution de la masse salariale de l'État depuis 2007 (en milliards d'euros)



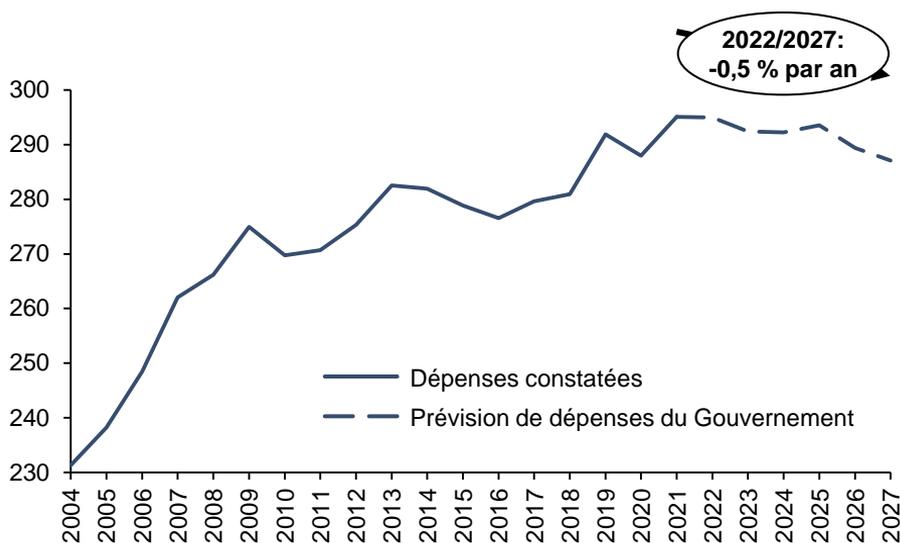
Hors mission « Plan de relance ».

Source : commission des finances du Sénat d'après les documents budgétaires

Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

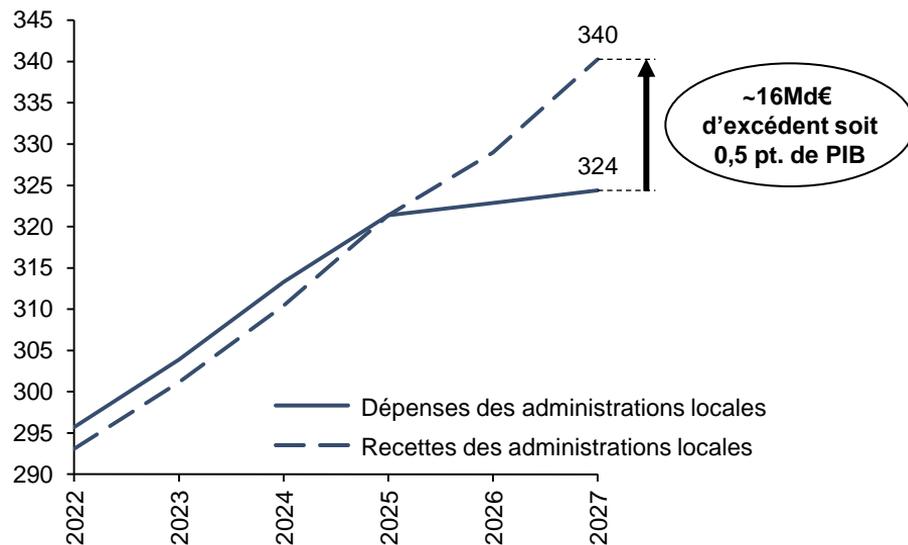
Le solde des administrations locales continuerait de s'améliorer sous l'effet d'une contraction de leurs dépenses en volume

Trajectoire des dépenses des administrations locales (en euros 2022)



Source : commission des finances d'après les comptes nationaux de l'INSEE et les documents budgétaires

Trajectoire des recettes et des dépenses des administrations locales (en milliards d'euros)



Source : commission des finances d'après les comptes nationaux de l'INSEE et les documents budgétaires

Une amélioration continue du solde des administrations de sécurité sociale liée à la contribution de la CADES et à des hypothèses optimistes de diminution des dépenses de chômage

Évolution du solde des administrations de sécurité sociale

(en points de PIB)

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Régime général et FSV	- 0,6	- 0,3	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2
Unedic	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,5
Régimes complémentaires	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Cades/Fonds de réserve pour les retraites	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Odass	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble des ASSO	0,5	0,8	0,8	0,7	0,8	1,0

Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

Taux d'évolution des dépenses des régimes obligatoires et de base de la sécurité sociale

(en pourcentage)

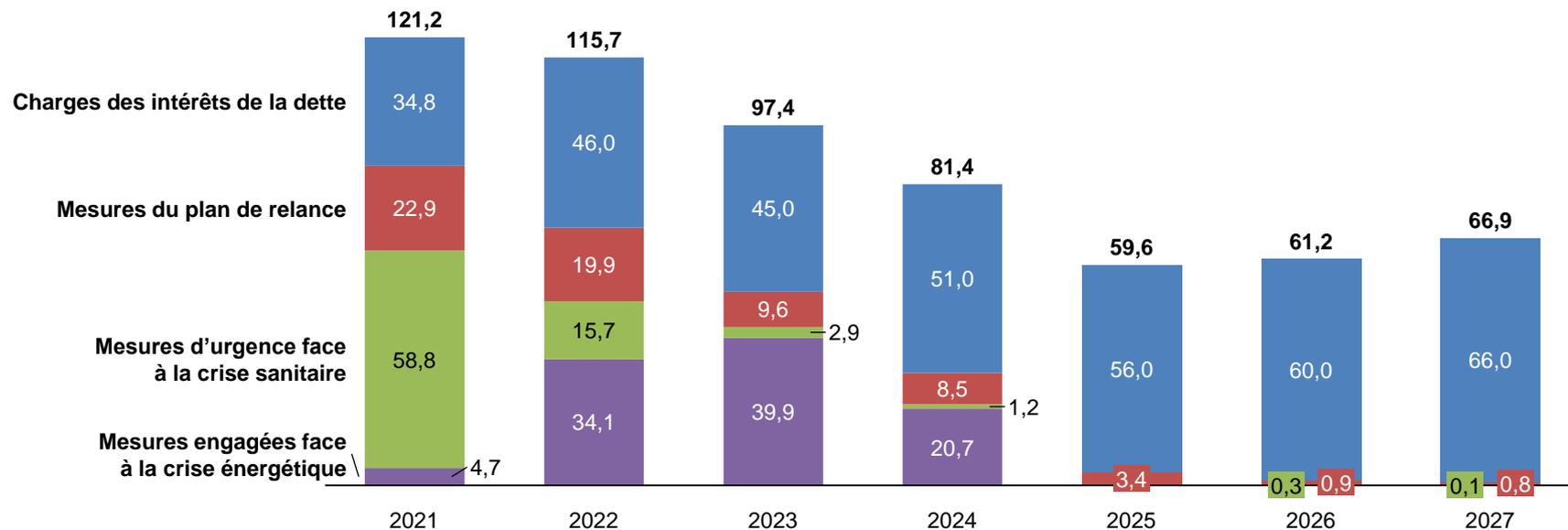
	2023	2024	2025
Prestations famille	4,7 %	4,7 %	4,2 %
Prestations retraite	4,4 %	6,3 %	4,5 %
ONDAM	3,7 %	2,7 %	2,7 %

Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

Une trajectoire d'évolution des dépenses publiques en trompe-l'œil car elle ne retrace pas les dépenses liées aux crises sanitaire, économique et énergétique (1)

Évolution des dépenses de crises et de charges de la dette des administrations publiques

(en milliards d'euros)

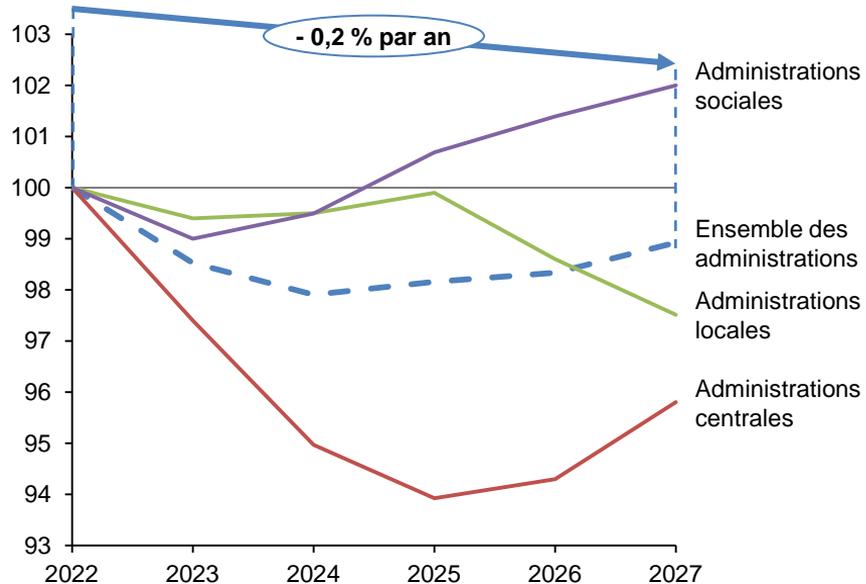


Note : ne sont comptabilisées que les mesures ayant un effet non pérenne (à l'exclusion de la revalorisation des pensions par exemple) et en dépense au sens de la comptabilité nationale.

Source : commission des finances d'après les réponses au questionnaire du rapporteur

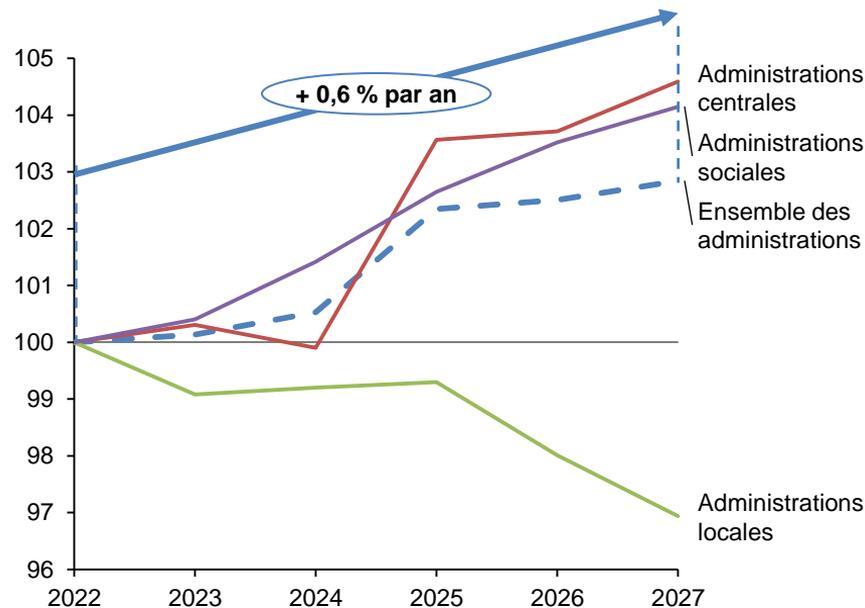
Une trajectoire d'évolution des dépenses publiques en trompe-l'œil car elle ne retraite pas les dépenses liées aux crises sanitaire, économique et énergétique (2)

Trajectoire des dépenses publiques avant retraitements des dépenses de crises et de la charge de la dette
(base 100 en 2022 – évolution en volume)



Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

Trajectoire des dépenses publiques après retraitements des dépenses de crises et de la charge de la dette
(base 100 en 2022 – évolution en volume)



Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires et les réponses au questionnaire du rapporteur 15

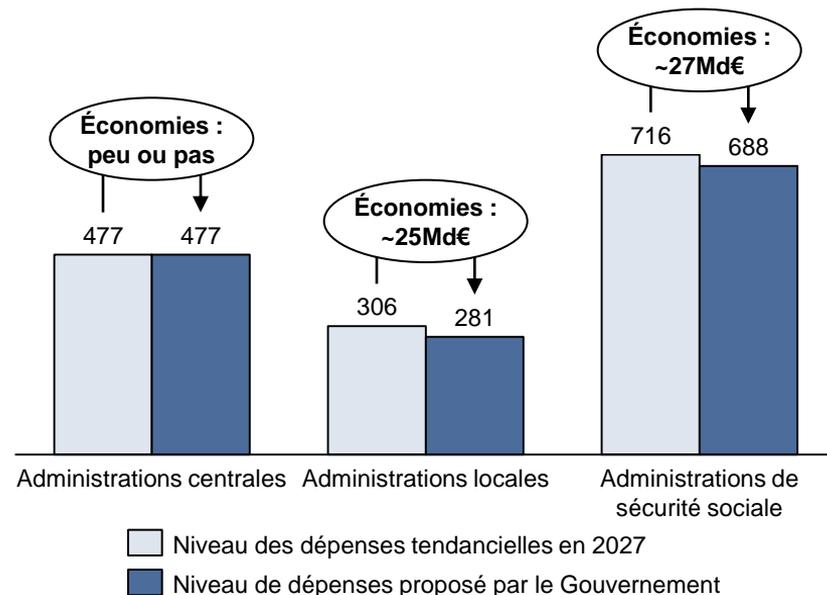
L'ampleur des efforts à réaliser pour respecter la trajectoire de dépenses proposée par le Gouvernement est inégalement réparti

Tendanciel de croissance en volume des dépenses primaires des administrations publiques (en pourcentage)

Dépenses primaires...	Taux
Croissance annuelle moyenne en volume 2009/2019 – ensemble des administrations	1,2 %
... dont croissance annuelle moyenne en volume 2009/2019 – administrations centrales	0,9 %
... dont croissance annuelle moyenne en volume 2009/2019 – administrations locales	1,1 %
... dont croissance annuelle moyenne en volume 2009/2019 – administrations sociales	1,6 %
Croissance tendancielle des dépenses des administrations publiques – scénario du Gouvernement	1,2 %

Source : commission des finances d'après les documents budgétaires et les comptes nationaux de l'INSEE

Montant des économies à réaliser pour respecter la trajectoire gouvernementale (en milliards d'euros 2022)



Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires et les réponses au questionnaire du rapporteur 16



**Il faut faire preuve de volontarisme dans
la réduction des dépenses publiques**

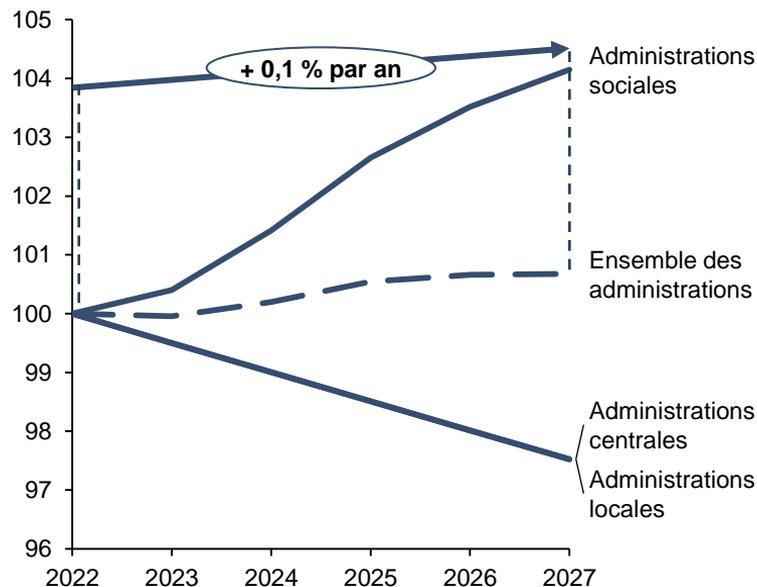
Il est nécessaire de proposer une trajectoire alternative d'évolution des dépenses plus ambitieuse et cohérente : demander autant aux administrations centrales que locales

Les objectifs

- Accélérer le reflux du déficit et de l'endettement public
- Assurer la **pleine contribution** des administrations centrales
- Préserver la trajectoire des dépenses **régaliennes** et des dépenses **sociales**
- Conserver des **marges d'intervention** face à la crise énergétique

➔ Une norme de diminution des dépenses ordinaires (hors mesures de crises et hors charge de la dette) des dépenses des administrations centrales de 0,5 % en volume par an (comme ce qui est demandé aux administrations locales)

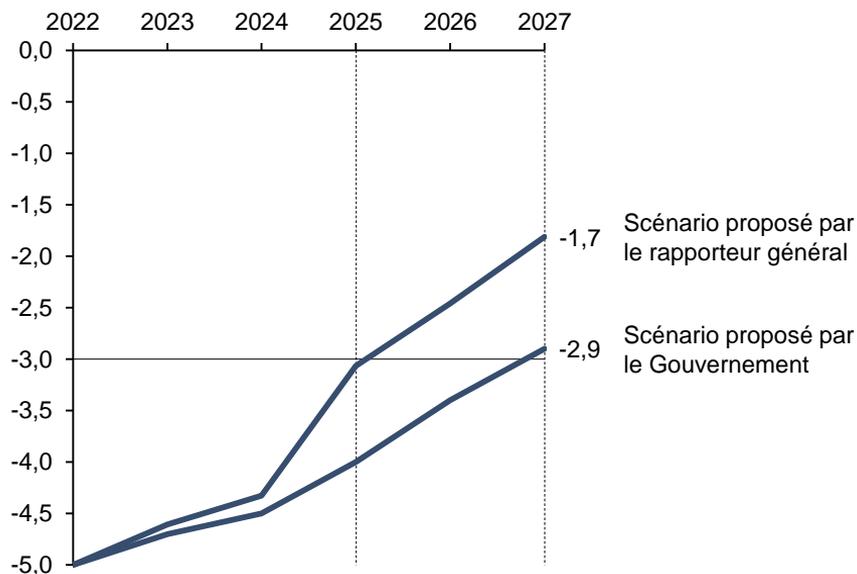
Trajectoire des dépenses publiques hors mesures de crises et hors charges de la dette proposée par le rapporteur (base 100 en 2022)



Source : calculs de la commission des finances

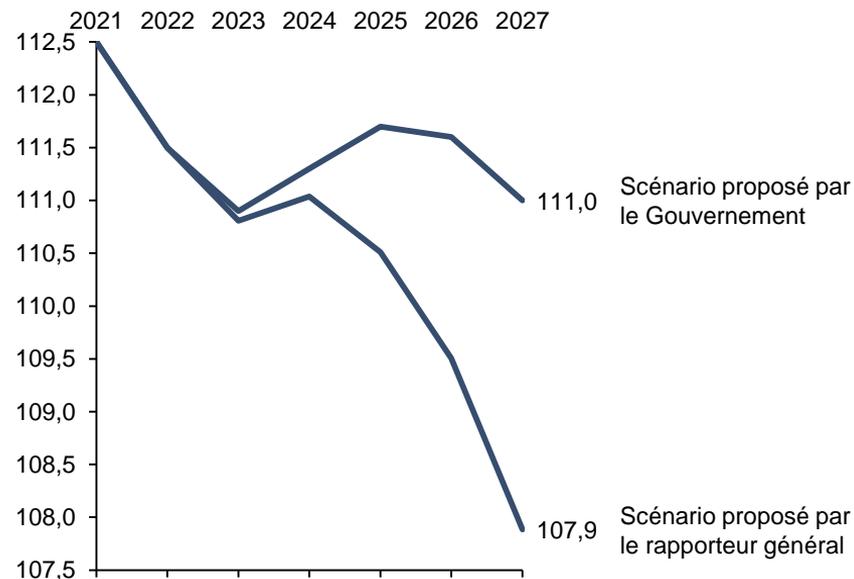
La trajectoire proposée par le rapporteur permettrait de réduire le déficit en dessous de 3 % du PIB dès 2027

Évolution du déficit public (en pourcentage du PIB)



Source : calculs de la commission des finances

Évolution de l'endettement public (en pourcentage du PIB)



Source : calculs de la commission des finances



Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027

Jean-François Husson, rapporteur
Commission des finances
Jeudi 27 octobre 2022

